

Unité interdépartementale des deux Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 Annecy

Annecy, le 30 septembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL Carrière ZANETTO

1200 route de GRAVIN
74300 Magland

Références : [20240718-RAP-InspectionZanettoMagland-vs](#)
Code AIOT : 0006107030

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2024 dans l'établissement SARL Carrière ZANETTO implanté La Grangeat 74300 Magland. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL Carrière ZANETTO
- La Grangeat 74300 Magland
- Code AIOT : 0006107030
- Régime : Autorisation

La société Zanetto est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2002-2673 en date du 20 novembre 2002 modifié par l'arrêté du 20 novembre 2020 à exploiter une carrière à ciel ouvert d'éboulis calcaires, ainsi qu'une installation de broyage concassage et criblage. Compte-tenu de la diminution du rythme d'exploitation par rapport à l'autorisation initiale, l'autorisation a été prolongée pour une durée de 12 ans, soit jusqu'en 2032.

La carrière est située sur la commune de Magland, en partie basse du versant Est de la vallée de l'Arve.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Remblayage par des déchets inertes externes	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R541-43-1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Accès à la voirie publique	Arrêté Préfectoral du 20/11/2020, article 2.6.3
2	Plans	Arrêté Préfectoral du 20/11/2020, article 3.2.1
3	Document préalable	Arrêté Préfectoral du 20/11/2020, article 3.8.2
4	Plan de surveillance	Arrêté Préfectoral du 20/11/2020, article 4.3.1
5	Envol poussières	Arrêté Préfectoral du 20/11/2020, article 4.2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra compléter son registre de déchets acceptés sur le site (adresse du lieu de production) et déclarer au RNDTS les données de 2024 pour les terres excavées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès à la voirie publique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2020, article 2.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Accès à la voirie publique
Prescription contrôlée : L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité routière, En tant que de besoin les débouchés sur la voirie publique sont pré-signalés. Cette signalisation est entretenue. Le débouché sur la RD6 est revêtu sur au moins les 20 derniers mètres pour limiter l'entraînement de matériaux sur la chaussée. A l'entrée du site est affiché un plan de circulation.
Constats : L'entrée du site est maintenue propre. Le débouché sur la RD6 revêtu est en bon état. Le plan de circulation est affiché et lisible.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2020, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plans
Prescription contrôlée : Chaque année, est établi un plan d'exploitation orienté d'échelle adapté à la superficie du site.

<p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les dates de levée ; • le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées ; • les limites de sécurité et périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales ; • les clôtures ou tout dispositif équivalent ; • les bords de la fouille ; • le périmètre d'extraction ; • les zones particulières de préservation écologiques ; • les courbes de niveau (équidistantes, tous les 10 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés ; • la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat et, en particuliers ceux dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique ; • les installations de prélèvements d'eau ; • les exutoires de rejets des effluents aqueux ; • l'emplacement exact du bornage ; • l'étendue des zones décapées et l'emplacement des zones de stockage des déchets inertes d'extraction internes ; • les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour calcul des garanties financières ; • les zones où l'exploitation est terminée, celles remblayées et celles remises en état ; • les voies d'accès et chemins menant à la carrière ; • les piézomètres, cours d'eau, et fossés limitrophes à la carrière. <p>Ces plans (et annexes) sont mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Unité interdépartementale des deux Savoie).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait réaliser un relevé en décembre 2023. Il a transmis le plan suite à l'inspection. Le plan fait apparaître les clôtures, les périmètres d'exploitation, les bords de la fouille, le périmètre d'extraction, les courbes de niveau, les piquetages les zones décapées, de stockage et en remblaiement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Document préalable

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2020, article 3.8.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Document préalable</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, où lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le nom et les coordonnées du producteur des déchets, des éventuels intermédiaires et des transporteurs ; • l'origine des déchets et la quantité de déchets concernée ; • le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 remplaçant la décision 94/3/CE établissant une liste de déchets en application de l'article 1er, point a), de la directive 75/442/CEE du Conseil relative aux déchets. Ce document est

<p>signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.</p> <p>Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise des documents préalables pour les déchets acceptés, signés par le producteur de déchets et comprenant les informations demandées en particulier les coordonnées du chantier pour les terres excavées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Plan de surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2020, article 4.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de rédiger un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a rédigé un plan de surveillance et a réalisée des mesures en 2023 montrant un très faible empoussièrement en limite de site (concentration inférieures à 100 mg/m²/jour) .</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Envol poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2020, article 4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Envol poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les zones de stockages ainsi que les installations de traitement des matériaux font l'objet de mesures telles que l'humidification permettant de réduire les envols de poussières ; • les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ; • la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ; • les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont mises en place. Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.
<p>Constats :</p> <p>Pour limiter les poussières l'exploitant dispose d'un laveur de roue qui est emprunté également en entrant sur le site lors des périodes sèches, ce qui humidifie la piste. Il fait également appel à une</p>

<p>citerne agricole pour l'arrosage des voies. L'exploitant a estimé le nombre de passages de 6 à 7 fois par ans en cas de besoin lors des périodes sèches ou lors de la campagne de concassage. La consommation est faible et bien inférieure à 1 000 m³ par an même en considérant le volume maximum d'une citerne de 10 m³.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant tiendra un relevé des quantités d'eau apportées par citerne sur le site pour connaître précisément la consommation annuelle d'eau de la carrière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Remblayage par des déchets inertes externes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du registre concernant les déchets, terres excavées et sédiments</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants. Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'installation : - la date de réception ;</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ; - les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ; - lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ; - la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m³ ; <p>c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ; - la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ; - l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ; - la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ; <p>d) Concernant l'opération de traitement</p>

<p>:- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;</p> <p>- lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;</p> <p>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</p> <p>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un registre pour les terres utilisées en remblaiement et les bétons provenant de la déconstruction. Les extraits transmis ne comportent pas l'adresse du lieu de production alors que l'exploitant dispose bien de l'information sur ses déclarations préalables.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant complètera son registre afin qu'il indique l'adresse et les coordonnées des parcelles pour les terres excavées utilisées en remblaiement pour la carrière.</p> <p>L'exploitant devra corriger son registre sur le code de traitement pour les bétons qui sont recyclés et réutilisés et non mis en remblaiement sur la carrière. Le code R 5 Recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques peut être utilisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Traçabilité des déchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R541-43-1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données. Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du</p>

mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

IV.-Sont exemptés des obligations prévues aux I et II :

1° Les ménages ;

2° Sans préjudice des articles R. 541-43 et R. 541-45, les producteurs de terres excavées et sédiments : a) Pour les terres excavées issus d'une opération d'aménagement ou de construction produisant un volume total de terres excavées inférieur à 500 m³ ; b) Pour les sédiments excavés issus d'une opération de dragage produisant un volume total de sédiments inférieur à 500 m³.

3° Sans préjudice des articles R. 541-43 et R. 541-45, les personnes valorisant des terres excavées et sédiments lorsque le volume utilisé pour une même opération de valorisation est inférieur à 500 m³.

Constats :

L'exploitant a créé son compte et tenté de téléverser les registres, mais il n'y est pas arrivé. Le tableau utilisé n'a pas été pris en compte par la base de données.

L'exploitant est tenu de déclarer les terres mises en remblaiement. Les déchets non dangereux inertes (comme le béton) ne sont pas concernés par le RNDTS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra utiliser les modèles de tableau mis en ligne pour les terres excavées (le tableau modèle TEXS- entrant).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois